
Rapport du Président**Proposition de prêt****République du Zimbabwe****Projet de développement des entreprises horticoles**Projet 2000003944

Document: EB 2022/137/R.34

Point de l'ordre du jour: 16 a) ii) d)

Date: 17 novembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

Pour: APPROBATION**Mesures à prendre** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 61.

Questions techniques:**Sara Mbago-Bhunu**
Directrice régionale
Division Afrique orientale et australe
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org**Jaana Keitaanranta**
Directrice de pays
Division Afrique orientale et australe
courriel: j.keitaanranta@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classement au regard des risques climatiques	11
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

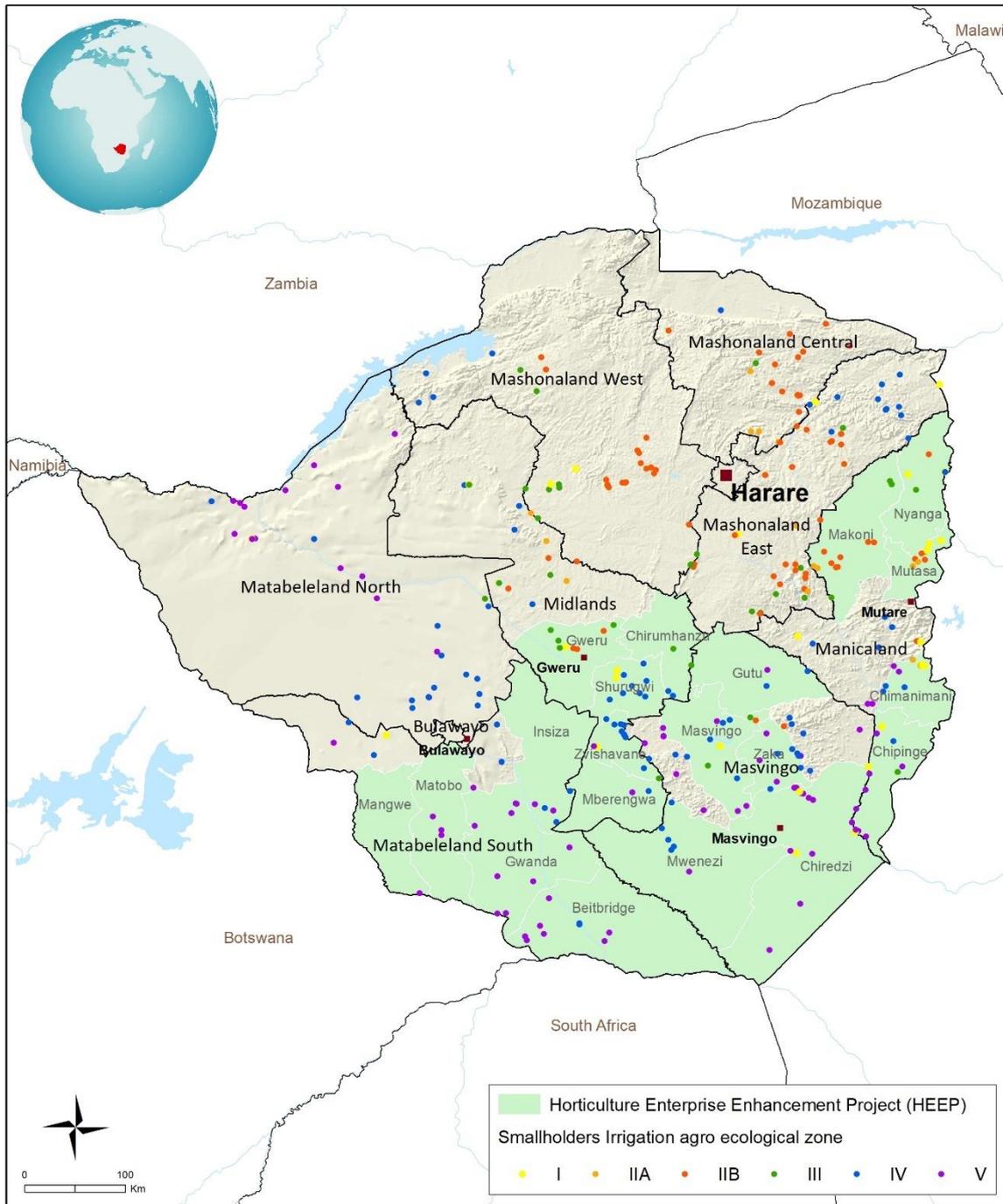
Appendices

- I. Accord de financement négocié (le document sera mis à disposition avant la session)
- II. Cadre logique
- III. Matrice intégrée des risques du projet

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directrice de pays:	Jaana Keitaanranta
Responsable technique:	Robert Delve
Responsable des finances:	Marie-Laure Giquel
Spécialiste climat et environnement:	Zira Mavunganidze
Juriste:	Ebrima Ceesay

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
 Source: FIDA, 22/08/2022

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/Bénéficiaire:	République du Zimbabwe
Organisme d'exécution:	Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et du développement rural
Coût total du projet	66,545 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	37,14 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions particulièrement favorables
Cofinanceurs:	Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international Conseil de développement de l'horticulture
Montant du cofinancement:	Fonds de l'OPEP: 15 millions d'USD Institutions financières partenaires: 5,0 millions d'USD Conseil du développement de l'horticulture: 0,06 million d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt du Fonds de l'OPEP Don du Conseil de développement de l'horticulture
Contribution de l'Emprunteur:	5,24 millions de dollars
Contribution des bénéficiaires:	1 million d'USD
Contribution d'entreprises pivots	3,1 millions d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	9,233 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République du Zimbabwe, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, est classée comme fragile, notamment aux plans institutionnel et social. L'agriculture est le fondement de sa croissance économique, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le principal levier de réduction de la pauvreté. Environ 70% de sa population dépend de l'agriculture pour vivre. Le Zimbabwe compte 1,3 million de petits exploitants et environ 18 000 moyennes à grandes exploitations. Dans les années 2000, les recettes d'exportation de l'horticulture s'élevaient à 100 millions d'USD, les petites exploitations dotées de systèmes d'irrigation fournissant 10% des produits exportés. Après redistribution des terres, les exportations horticoles représentent en moyenne 10% du total des exportations.
2. En 2021, l'indice de développement humain du Zimbabwe s'établissait à 0,593, classant le pays 146^e sur 191. Environ 76% des ménages ruraux et 38,2% des ménages urbains vivent dans la pauvreté. Le pays compte parmi les 15 pays les plus fragiles dans le monde¹. Cette situation est due à l'instabilité politique, à la corruption, à la faible capacité à fournir des services de base, aux chocs climatiques ainsi qu'aux incidences persistantes de la pandémie de COVID-19 et à la crise ukrainienne.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

3. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de FIDA11, le Projet de développement des entreprises horticoles (HEEP) a été validé comme:
 - Incluant un financement de l'action climatique;
 - Transformateur de la question du genre;
 - Tenant compte de la nutrition;
 - Accordant la priorité aux personnes handicapées.
4. **Genre.** D'après l'Indice mondial des disparités entre les hommes et les femmes 2022, le score du Zimbabwe est établi à 0,734, ce qui le place au 50^e rang sur 156 pays dans le monde. Au Zimbabwe, environ 80% des femmes vivent dans des zones communales où elles représentent 61% des agriculteurs de subsistance, fournissant 70% de la main-d'œuvre. Les femmes sont par ailleurs les plus vulnérables aux effets des changements nutritionnels et climatiques
5. **Changements climatiques.** Le Zimbabwe est l'un des pays les plus vulnérables et les moins adaptés aux changements climatiques, se classant 143^e sur 182 pays selon l'indice global d'adaptation de Notre-Dame². L'on s'attend à des sécheresses plus nombreuses et plus dures. L'augmentation anticipée de la fréquence des catastrophes naturelles risque de toucher les groupes les plus vulnérables de la population, à savoir les petits exploitants, les faisant plonger plus encore dans la pauvreté³.
6. **Nutrition.** Le Comité d'évaluation de la vulnérabilité du Zimbabwe a constaté que 56% des ménages ruraux étaient en situation d'insécurité alimentaire, avec une baisse dans la proportion de femmes en âge de procréer ayant une diversité

¹ Données 2022 provenant de fragilestatesindex.org.

² [Indice global d'adaptation de Notre-Dame](https://www.nrdc.org/indicators/global-adaptability-index)

³ Hallegatte et al. 2017. Unbreakable: Building the Resilience of the Poor in the Face of Natural Disasters. Washington, D.C.: Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/25335>.

alimentaire minimale et seulement 10% des enfants âgés de 6 à 23 mois bénéficiant d'un apport alimentaire minimum acceptable.

7. **Personnes handicapées.** On estime à 914 000 le nombre de personnes handicapées au Zimbabwe (soit 7% de la population)⁴. Les personnes handicapées sont vulnérables à l'insécurité alimentaire et ne bénéficient pas du même accès à l'eau et aux installations sanitaires que le reste de la population. Le taux de pauvreté parmi les personnes handicapées s'élève à 74,1%, contre 69,5% pour les personnes non handicapées.
8. **Jeunes.** Le Zimbabwe est un pays jeune, 68% de sa population environ étant âgée de moins de 35 ans⁵. D'après les estimations, le chômage des jeunes représente 84% du chômage total⁶. Les jeunes sont souvent privés d'accès à la terre, aux actifs, aux finances et aux compétences commerciales. Ils préfèrent généralement les emplois non agricoles, plus rapidement rémunérateurs.

Justification de l'intervention du FIDA

9. L'expérience et l'expertise du FIDA le placent dans une position solide pour aider le Gouvernement du Zimbabwe dans l'organisation des petits exploitants en groupes cohésifs bien dirigés et performants; leur mise en relation avec des filières et des marchés rentables; le développement de leurs capacités en matière de production résistante aux changements climatiques et l'amélioration de leurs compétences commerciales et financières; le développement de l'accès des ruraux au financement et la redynamisation des infrastructures de marché. Le projet, qui favorise un meilleur accès au marché et à des systèmes de production plus efficaces et résilients face aux changements climatiques, répond pleinement à l'objectif de transformation fixé par le Programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2020-2025⁷ et à ses objectifs de réduction de la pauvreté et d'amélioration des revenus. L'accent mis sur le renforcement des capacités et un ciblage efficace garantiront la prise en compte des priorités institutionnelles du FIDA en matière de changements climatiques, d'égalité des sexes et de nutrition.

B. Enseignements à retenir

10. Les principaux enseignements tirés des initiatives de développement passées et actuelles sont les suivants:
 - Les dons de contrepartie peuvent poser problème pour ce qui est de garantir un impact sur les bénéficiaires cibles et d'éviter l'évincement des sources de financement commerciales. Les enseignements tirés du Cambodge, du Ghana, du Rwanda, de Sri Lanka et du Viet Nam ont orienté la conception du présent projet. Les programmes de dons de contrepartie destinés aux agriculteurs les plus pauvres doivent être ciblés et structurés pour refléter la capacité plus limitée des intéressés à investir dans des cultures à forte valeur ajoutée. Une approche fondée sur des partenariats public-privé-producteur (4P), intégrant à la fois des entreprises pivots et des prestataires de services des secteurs public et privé, peut permettre d'obtenir un impact plus ciblé et plus efficace, et un décaissement des fonds du projet plus rapide.
 - Les données empiriques du Programme de revitalisation de l'irrigation des petits exploitants (SIRP), financé par le FIDA, montrent que la plupart des jeunes ne

⁴ Agence nationale de la statistique du Zimbabwe (ZIMSTAT). 2019.

⁵ Zimbabwe Human Development Report. 2015, Zimbabwe Dimensions of Poverty.

⁶ S. Bakker, I. Hennemann, J. Nyamangara, L. Macheke. 2021. Climate adaptation and mitigation measures for nutrition co-benefits in IFAD investments in Zimbabwe; Pre-Design Mission Report. Wageningen Centre for Development Innovation, Wageningen University & Research. Report WCDI-21-162. Wageningen.

⁷ Alors que le COSOP 2025-2025 était élaboré, un projet de filière d'élevage figurant dans la réserve avait été recensé, mais le Gouvernement du Zimbabwe a expressément demandé au FIDA à ce moment-là d'appuyer plutôt un projet dans le domaine de l'horticulture en raison de son potentiel de transformation rurale rapide et de sa contribution à l'économie nationale. Cet engagement est reflété dans le Plan global de réponse humanitaire et dans la Stratégie nationale de développement 1.

souhaitent pas travailler dans le secteur agricole⁸. Avec l'horticulture, dont le développement est appuyé par le présent projet, les choses seront différentes parce qu'elle nécessite moins de terres et offre des rendements plus élevés et plus rapides que les cultures annuelles.

- Le SIRP a également démontré que l'assistance technique du FIDA, à distance ou sur le terrain, améliorerait considérablement la rapidité des processus de passation des marchés et la qualité des dossiers d'appel d'offre préparés par l'Unité de coordination du projet. Il en résulte également une augmentation du taux de décaissement.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

11. **But et objectifs.** L'objectif du projet est d'accroître les revenus, la sécurité alimentaire et l'autonomie pour les petits exploitants participant à des filières horticoles rentables et durables. L'objectif de développement du projet est de soutenir et d'accroître la production horticole durable et les ventes des petits exploitants et micro, petites et moyennes entreprises (MPME) participant aux filières horticoles.
12. **Zone géographique d'intervention.** Les opérations fondées sur des partenariats public-privé-producteur (4P) du projet seront mises en œuvre dans les 10 provinces du Zimbabwe, en tenant compte du potentiel de production commerciale des petits horticulteurs. Des jardins horticoles de village seront créés dans quatre provinces couvertes par le Programme SIRP, à savoir Manicaland, Masvingo, Matebeleland Sud et Midlands. L'accent sera mis principalement sur les segments pauvres de la population de manière à répondre aux besoins en matière de nutrition et de revenus.
13. Les critères de sélection des districts pour l'installation de jardins horticoles de village comprendront : i) la prévalence de la pauvreté, ii) la proximité de systèmes d'irrigation fonctionnels pour les petits exploitants, et iii) la capacité de l'Autorité de développement agricole et rural à appuyer le regroupement⁹. Les critères de sélection pour l'installation de jardins horticoles de village dans les cantons ciblés comprendront: i) le potentiel d'inclusion éventuelle dans une horticulture commercialement viable, ii) les zones vulnérables aux changements climatiques, iii) la disponibilité de terres arables et d'eau et le potentiel géophysique, iv) le taux de pauvreté dans la zone environnante, v) l'engagement des agriculteurs locaux à rejoindre les groupes de producteurs agricoles et vi) l'engagement des agriculteurs locaux à participer pleinement aux interventions nutritionnelles et commerciales.
14. **Ciblage géographique des interventions 4P et accès aux financements.** La sélection reposera sur un processus compétitif et sur les conditions du marché et le potentiel agro-climatique. Par conséquent, l'emplacement des interventions 4P à destination des petits exploitants dépendra à la fois de la demande des entreprises pivots et de l'intérêt et du potentiel des petits exploitants. Les ménages destinataires des interventions 4P seront situés dans: i) des périmètres d'irrigation performants dans l'ensemble du pays et ii) les régions à fort potentiel des provinces de Mashonaland (central, occidental, oriental) et de Manicaland, autrement dit celles qui font partie des régions naturelles I et IIA. Les agriculteurs sélectionnés répondront aux critères de ciblage.

⁸ Ministère du développement de la jeunesse, de l'indigénisation et de l'autonomisation /Fonds des Nations Unies pour l'enfance. 2016. Zimbabwe Youth Investment Business Case Report. <https://www.unicef.org/esa/sites/unicef.org/esa/files/2019-04/Investment-Case-for-Youth-in-Zimbabwe-per-cent282016per-cent29.pdf>.

⁹ Dans les quartiers où se trouvent des systèmes d'irrigation de l'Autorité de développement agricole et rural, trois jardins horticoles de village seront regroupés autour de chaque système.

15. **Groupes cibles.** Les bénéficiaires directs du présent projet seront les petits exploitants pauvres qui seront organisés, soit en groupes de producteurs agricoles exploitant des jardins horticolas de village, soit en groupes de producteurs agricoles pour les interventions 4P liées à des entreprises pivots. Le projet visera également à promouvoir les MPME dirigées par des jeunes et des femmes, liées à des entreprises pivots ou à des groupes de producteurs agricoles en tant que prestataires de services, ce qui contribuera à fournir des emplois aux intéressés. Le groupe cible direct sera constitué au total de 71 000 ménages de petits exploitants, qui bénéficieront d'une production améliorée, d'un traitement après-récolte, d'un accès au marché local et d'un renforcement des capacités, ainsi que d'un emploi saisonnier et à temps partiel avec des entreprises pivots, des prestataires de services ou des petits exploitants agricoles.
16. Les bénéficiaires comprendront au moins 50% de femmes et 30% de jeunes. Le projet ciblera 2 000 personnes handicapées, recensées par des organisations communautaires locales spécialisées. Le groupe cible indirect total devrait être composé de 50 000 ménages vivant dans les environs directs des activités du projet, mais qui ne sont pas membres de jardins agricoles de village ou de partenariats 4P. Ils bénéficieront d'un meilleur accès routier aux centres de districts, aux marchés, à la santé et à l'éducation, ainsi que des bénéfices indirects à long terme tirés du développement économique lié aux activités du projet.
17. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le projet sera axé sur les populations pauvres rurales qui sont à même de tirer parti d'un meilleur accès aux actifs, aux opportunités de production agricole et aux projets générateurs de revenu. Au Zimbabwe, les ménages ruraux pauvres sont répartis en quatre groupes (A, B1, B2 et C) selon l'accès à la terre, aux autres actifs productifs et à la main-d'œuvre. Plus précisément, le groupe cible du projet se concentrera sur les agriculteurs des catégories B1 et B2, qui constituent près de 80% des ménages bénéficiant d'un appui. Les agriculteurs de la catégorie A, composée des ménages les plus pauvres, y compris les personnes handicapées, les femmes, les enfants et les personnes âgées, bénéficieront d'un appui leur permettant de rejoindre des groupes de production agricole de petits exploitants, et auront la possibilité d'accéder à des emplois dans le cadre d'opérations destinées à ces groupes et aux entreprises rurales.
18. **Stratégie de ciblage.** La stratégie de ciblage géographique décrite ci-dessus garantira un taux de pauvreté minimum de 75% parmi les groupes cibles. Dans les zones géographiques ciblées, des mécanismes de ciblage social garantiront l'adoption de stratégies d'insertion et le développement efficace des petites exploitations. Grâce aux mesures d'auto-ciblage, les interventions du projet répondront aux priorités des groupes de producteurs agricoles, des petits exploitants et des entreprises pivots. Le ciblage communautaire sera utilisé pour le développement des infrastructures publiques. Le risque d'accaparement par les élites sera atténué par une triangulation du ciblage, du recensement et du processus de sélection des bénéficiaires. Le système public de classification des bénéficiaires sera utilisé pour orienter le ciblage, tandis que le recensement sera effectué par des spécialistes indépendants au niveau local, qui assureront cette mission à court terme en concertation avec les communautés locales, les groupements paysans organisés et les autorités locales, et restaurera la confiance dans les systèmes publics. D'autres mesures consisteront, notamment, à améliorer l'accès des bénéficiaires aux informations sur le projet, à adopter un plan de lutte contre la corruption et à mettre en place un mécanisme efficace de réponse aux doléances.

B. Composantes, résultats et activités

19. **Composante 1: Jardins horticolas de village et mobilisation et développement de partenariats 4P.** Cette composante renforcera la capacité des petits exploitants à produire des cultures horticolas et des produits ayant une

forte valeur commerciale, tout en soutenant également l'ensemble des acteurs de la filière de manière à améliorer la compétitivité de la filière horticole en mettant l'accent sur une large participation des petits exploitants. Pour cela, un ensemble de mesures de renforcement des capacités, de dons de contrepartie et de fourniture d'infrastructures publiques, sera mis en œuvre pour démultiplier l'impact des investissements des acteurs de la filière. La composante comprend trois sous-composantes: 1.1) Mobilisation et développement des jardins horticoles de village; 1.2) Recensement, mobilisation et renforcement des capacités des partenariats 4P; 1.3) Dons de contrepartie et Infrastructures publiques pour les partenariats 4P.

20. **Composante 2: Accès aux financements.** Cette composante permettra d'améliorer l'accès aux financements des acteurs de la filière horticole par l'intermédiaire de crédits à l'exportation accordés par les institutions financières partenaires pour financer des réseaux 4P en étoile. Ces mesures seront complétées par le renforcement des capacités du secteur financier afin d'améliorer le développement et la fourniture de produits financiers appropriés pour les petits exploitants du secteur de l'horticulture. La composante comprend deux sous-composantes: 2.1) le fonds renouvelable pour les exportations horticoles, qui fournira des financements à court et à moyen terme aux entreprises pivots et autres partenaires des 4P; 2.2) le renforcement des capacités pour l'amélioration des prêts agricoles.
21. **Composante 3: Développement institutionnel et coordination du projet.** L'appui institutionnel consistera à renforcer le système de gestion de l'information agricole du Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et du développement rural afin de collecter des données sur la filière pour la préparation de produits du savoir pertinents pour les politiques, et à recruter un conseiller sur la mise en relation avec le marché pour le Conseil de développement de l'horticulture.

C. Théorie du changement

22. Le projet vise à développer des filières horticoles afin de s'attaquer aux freins à la productivité et aux investissements agricoles, à l'insuffisance des liens avec le marché, à l'accès limité au financement rural, à la grande vulnérabilité aux changements climatiques et au manque de possibilités pour les femmes de participer à une agriculture productive et rémunératrice. Grâce à la composante 1, le projet accroîtra les investissements dans des petites exploitations horticoles résilientes face aux changements climatiques, liées aux zones de production irriguées nouvelles et existantes, et en reliant les petits exploitants avec les groupes de producteurs agricoles et autres acteurs des secteurs privé et public, et octroiera des dons de contrepartie aux entreprises pivots, aux MPME et aux groupes de producteurs au moyen de dispositifs 4P.
23. Les composantes 1 et 2 visent en outre à stimuler les groupes 4P et à promouvoir la participation productive des petits exploitants et des MPME à ces dispositifs en assurant le renforcement des capacités de production et de commercialisation. Une approche clé pour stimuler le développement des partenariats 4P consistera à fournir différentes options de financement aux entreprises pivots.
24. Pour compléter ces efforts visant à accroître la sécurité alimentaire et les revenus, le projet fournira également un appui spécifique pour améliorer la nutrition.
25. Les mécanismes clés pour accroître la participation des femmes et des jeunes comprennent la promotion de cultures horticoles qui sont plus accessibles et/ou souvent assumées par des femmes, et la priorité accordée au développement des compétences des jeunes et à l'accès aux instruments de financement. Le Système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS) sera également mis à profit.

D. Alignement, appropriation et partenariats

26. **Alignement sur les objectifs de développement durable (ODD).** Le projet est aligné sur les ODD suivants pour contribuer à leur réalisation: ODD1 (Pas de

pauvreté), ODD2 (Faim zéro), ODD5 (Égalité des sexes), ODD8 (Travail décent et croissance économique), ODD9 (Industrie, innovation et infrastructure), ODD13 (Lutte contre les changements climatiques) et ODD15 (Vie terrestre). Ce résultat sera atteint grâce à un choix de cultures orienté vers le marché, à une plus grande productivité et à la mise en relation des bénéficiaires avec les marchés. En outre, l'approche de ciblage du projet reposera sur une participation de qualité des femmes et des filles à toutes les activités, y compris sur des co-investissements dans les groupes de producteurs agricoles et les groupes ODD5 du projet. Le projet favorisera également, sur la base de l'ODD8, une croissance économique et un marché de l'emploi participatifs dans les principaux secteurs de cultures commerciales, couvrant l'ensemble de la zone d'intervention, et il encouragera une agro-industrialisation durable dans les régions ciblées conformément à l'ODD9. Enfin, dans le cadre de l'ODD 13, le projet améliorera la capacité d'adaptation des petits exploitants grâce à de nouvelles méthodes agricoles intelligentes au plan climatique, ainsi que la résilience des ménages grâce à de meilleurs revenus et à la propriété d'actifs.

27. Le projet répondra pleinement aux principales priorités du Gouvernement en matière de développement de l'agriculture et de l'horticulture. Il donnera l'occasion de renforcer l'approche du FIDA relative aux programmes en harmonisant les méthodes en matière de gestion des dons de contrepartie, de développement des marchés et des filières, de prise en compte de questions, telles que celles du climat, de la nutrition, du genre et de la sécurité nutritionnelle et alimentaire. Le projet collaborera avec les partenaires du développement en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

E. Coût, avantages et financement

28. Les composantes 1 et 2 du projet sont comptabilisées en partie dans le financement de l'action climatique. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour suivre le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au titre du financement de l'action climatique est estimé à titre préliminaire à 9,233 millions d'USD.

Coûts du projet

29. Le coût total des investissements et des dépenses récurrentes, y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution, droits et taxes, est estimé à 66,5 millions d'USD pour la durée d'exécution qui est de huit ans. Cela inclut les coûts de base, qui s'élèvent à 64,7 millions d'USD, et les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, d'un montant estimé à 1,7 millions d'USD (soit 3% du coût total du projet). Les opérations en devises sont estimées à environ 4,6 millions d'USD (soit 7% du coût total du projet). Les dépenses d'investissement représentent 84% des coûts de base (55,7 millions d'USD), les dépenses récurrentes représentant les 16% restants (10,7 millions d'USD). La composante 1 représente 55% (36,6 millions d'USD) du coût total du projet, suivie par la composante 2, 26% (17,2 millions d'USD) et la composante 3, 19% (12,6 millions d'USD).
30. Les tableaux 1 et 2 ci-dessous présentent le coût total du projet par composante et les comptes de dépenses par source de financement. Le tableau 3 présente la répartition par composante et sous-composante et projet par année.

Tableau 1
Coûts du projet par composante et sous-composante et par source de financement
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Fonds de l'OPEP		Petits exploitants		Entreprises pivots		Institutions financières partenaires		Conseil de développement de l'horticulture		Gouvernement du Zimbabwe		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	%	Contributions monétaires	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Jardins horticoles de village et Mobilisation et développement des partenariats 4P																
1.1 Mobilisation et développement des jardins horticoles de villages	6 384	35	7 660	42	191	1	-	-	-	-	-	-	3 913	22	18 149	27
1.2 Recensement, Mobilisation et Renforcement des capacités des Partenariats 4P	971	41	729	31	-	-	501	21	-	-	-	-	183	8	2 384	4
1.3 Infrastructure publique et Dons de contrepartie	9 917	61	4 259	26	809	5	910	6	-	-	-	-	254	2	16 148	24
2. Accès au financement																
2.2 Fonds renouvelable pour les exportations horticoles	9 856	59	-	-	-	-	1 690	10	4 993	30	-	-	164	1	16 703	21
2.3 Renforcement des capacités pour l'amélioration des prêts agricoles	499	90	-	-	-	-	-	-	8	1	-	-	1.8	9	557	5
3. C. Appui institutionnel et coordination du projet																
3.1 Appui institutionnel	830	83	-	-	-	-	-	-	-	-	59	6	82	11	998	2
3.2 Coordination du projet	8 688	75	2 352	20	-	-	-	-	-	-	-	-	644	5	11 606	17
Total	37 145	56	15 000	23	1 000	2	3 100	5	5 000	8	59	0,1	5 240	8	66 545	100

Tableau 2
Coûts du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt du FIDA		Fonds de l'OPEP		Petits exploitants		Entreprises pivots		Institutions financières partenaires		Conseil de développement de l'horticulture		Gouvernement du Zimbabwe		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Contributions monétaires	%	Contributions monétaires	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement																
Travaux de génie civil	7 403	36	11 735	57	191	1	-	-	-	-	-	-	1 423	7	20 752	31
Biens, services et intrants	139	90	14	8	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	156	0,2
Équipement, matériel et moyens de transport	2 338	89	185	7	-	-	-	-	-	-	-	-	112	4	2 634	4
Dons et Subventions	16 923	66	--	-	809	3	2 600	10	4 993	19	-	-	349	1	25 673	39
F. Formation et ateliers	2 304	61	899	24	-	-	351	9	8	0.2	-	-	227	6	3 789	6
Assistance technique & services de consultants	2 584	93	--	-	-	-	150	6	-	-	-	-	29	1	2 764	4
Dépenses récurrentes																
Traitements et indemnités	4 024	60	2 167	32	-	-	-	-	-	-	42	1	447	7	6 692	10
Exploitation et Maintenance	1 430	35	--	-	-	-	-	-	-	-	17	0.4	2 650	65	4 085	6
Total	37 145	56	15 000	23	1 000	2	3 100	5	5 000	8	59	0.1	5 240	8	66 545	100

Tableau 3
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Année 4</i>	<i>Année 5</i>	<i>Année 6</i>	<i>Année 7</i>	<i>Année 8</i>	<i>Total</i>
1. Mobilisation et développement des jardins horticoles de villages et des partenariats 4P									
1.1 Mobilisation et développement des jardins horticoles de villages	-	1 077	2 781	3 458	3 512	3 522	3 533	266	18 149
1.2 Recensement, Mobilisation et Renforcement des capacités des Partenariats 4P	25	283	440	675	524	235	103	98	2 384
1.3 Infrastructure publique et Dons de contrepartie	-	1 131	2 983	4 465	4 888	2 269	206	207	16 148
2. Accès au financement									
2.2 Fonds renouvelable pour les exportations horticoles	64	1 678	3 311	4 954	4 954	1 683	40	19	16 703
2.3 Renforcement des capacités pour l'amélioration des prêts agricoles	35	74	206	74	48	48	48	25	557
3. Appui institutionnel et coordination du projet									
3.1 Appui institutionnel	144	373	95	52	158	52	9	116	998
3.2 Coordination du projet	1 970	1 522	1 537	1 714	1 510	1 502	1 035	816	11 606
TOTAL	2 238	6 137	11 354	15 392	15 593	9 311	4 973	1 546	66 545

Décaissement

31. La durée du projet sera de 8 ans avec des dépenses récurrentes de 16%. Les principales catégories de dépenses seront les travaux de génie civil, les dons et les subventions. Le décaissement donnera lieu à établissement de rapports, selon les modalités du Fonds renouvelable.
32. **Résumé des avantages et analyse économique.** Neuf modèles de culture ont été développés pour représenter les modèles d'exploitation agricole typiques des jardins horticoles de village dans la zone du projet. Le taux de rentabilité économique interne pour le projet est estimé à 37% avec une valeur actuelle nette positive de 56,9 millions de dollars US, ce qui justifie l'investissement du projet. Le ratio avantages/coûts est estimé à 2,9.
33. **Stratégie de sortie et durabilité.** Le projet met l'accent sur l'établissement de relations commerciales rentables et durables entre les petits exploitants, en particulier les femmes et les jeunes, et les entreprises du secteur privé soutenant les jardins horticoles de village sont au cœur de la stratégie de sortie. À partir de la deuxième année du projet, d'une durée de huit ans, ces relations commerciales seront soutenues et développées, de sorte qu'à la fin du projet, elles pourront se poursuivre sans son soutien grâce au financement du secteur privé et aux dispositifs 4P mis en place avant la fin du projet. L'appui apporté par le projet prendra fin après la quatrième année.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

34. Le risque global inhérent au projet est jugé substantiel. Les risques élevés concernent les domaines suivants: i) contexte national ; ii) contexte environnemental et climatique ; iii) capacités institutionnelles d'exécution et durabilité ; iv) gestion financière ; v) passation des marchés relatifs au projet. Le risque résiduel, après prise en compte des mesures d'atténuation des risques recensés, est, dans l'ensemble, modéré.

Tableau 4
Synthèse globale des risques

<i>Catégories de risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Niveau de risque résiduel</i>
Contexte national	Élevé	Élevé
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du programme	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

35. La catégorisation environnementale et sociale est classée « Substantielle »¹⁰. Les impacts négatifs potentiels seront probablement dus au dépérissement de la végétation résultant du défrichage, à la pollution liée à l'utilisation de pesticides et de fertilisants, à des changements dans l'écoulement de l'eau, et à l'érosion des sols. Les impacts négatifs seront minimisés par des contrôles et par des plans de gestion environnementale et sociale spécifiques aux sites. Le projet a élaboré un

¹⁰ Le classement exprime la moyenne entre deux notes, l'une sur le contexte environnemental et climatique, l'autre sur l'impact environnemental, social et climatique.

Cadre de gestion environnementale, sociale et climatique et un Plan type de gestion environnementale et sociale. Le Cadre de gestion environnementale, sociale et climatique a été utilisé pour évaluer ces différents contextes et a permis de préciser des possibilités de renforcer les impacts positifs et d'atténuer les risques. Le Plan de gestion environnementale et sociale, utilisé comme un plan de surveillance, précisera les paramètres et la périodicité du contrôle ainsi que les personnes responsables des délais et des coûts d'exécution. L'exécution sera également guidée par un plan de gestion des pesticides, par l'encadrement des parties prenantes et par des mécanismes de réponse aux doléances. Le risque social sera réduit et géré à l'appui du GALS, du renforcement des capacités et de filières sensibles à la nutrition. Le projet comprendra des activités de durabilité environnementale et de gestion durable des ressources naturelles, ce qui renforcera les avantages environnementaux mondiaux.

C. Classement au regard des risques climatiques Le risque climatique est jugé élevé. Les principaux risques climatiques sont l'augmentation des températures, les sécheresses et les inondations intermittentes. Une évaluation d'adaptation ciblée des impacts et des vulnérabilités du secteur et du sous-secteur, ainsi que des facteurs de stress et des risques climatiques, a été effectuée pour orienter la conception du projet. L'étude fournit une évaluation des options d'adaptation et de leurs coûts, et recense les possibilités convenant le mieux au projet. Pour s'attaquer aux incidences des changements climatiques, le projet favorisera l'accès à l'eau, aux variétés de semences tolérantes à la sécheresse et à des infrastructures et des équipements résistants au climat pour réduire la vulnérabilité aux risques naturels, à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que l'exposition aux changements climatiques. La promotion de l'utilisation durable des terres, y compris l'utilisation des énergies renouvelables, contribuera à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

D. Soutenabilité de la dette

37. D'après l'évaluation de la soutenabilité de la dette faite en avril 2022 par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, le Zimbabwe est en situation de surendettement, la dette publique et garantie par l'État, extérieure et totale, ayant atteint un niveau insoutenable, et les arriérés extérieurs étant importants. Il n'y a actuellement aucun arriéré en cours avec le FIDA.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

38. Le Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et du développement rural sera l'organisme chef de file du projet. Il mettra sur pied une unité de gestion conjointe qui englobera les fonctions de l'Unité nationale de gestion de projet (UNGP) de HEEP, de l'Unité de coordination du projet du programme SIRP et de l'UNGP du Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne. Un Comité de pilotage conjoint du projet sera constitué pour le programme SIRP, pour le Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne et pour le présent projet, et chargé de contrôler le projet et de fournir des orientations stratégiques.
39. L'UNGP du projet sera basée à Harare. Trois unités régionales de gestion du projet seront créées. À l'échelon des districts, le projet sera mis en œuvre par les services de vulgarisation technique agricole et par l'Autorité de développement agricole et rural avec du personnel recruté par le projet, du personnel d'institutions publiques et des prestataires de services du secteur privé.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

40. On trouvera les dispositions détaillées relatives au personnel de l'équipe financière dans le manuel d'exécution du projet ainsi que dans les mandats. Le budget annuel sera préparé conformément au cadre et au calendrier budgétaires existants du Gouvernement du Zimbabwe et sera inscrit au projet de budget ordinaire du Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et du développement rural.
41. Les fonds du FIDA et du Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour le développement international seront versés sur deux comptes désignés ouverts à la Banque centrale du Zimbabwe. Aucun transfert de fonds n'est prévu vers les provinces, toutes les transactions seront centralisées. Les fonds nécessaires à l'échelon provincial (tant pour le personnel du projet que pour les organismes d'exécution) seront versés sous la forme d'avances.
42. Le projet utilisera le logiciel de comptabilité du programme SIRP de manière à bénéficier de sa personnalisation et de l'expertise déjà existantes à cet égard. L'UGP sera chargé de préparer et de soumettre des rapports financiers intermédiaires. Les états financiers annuels du projet seront préparés conformément aux normes comptables internationales du secteur public – comptabilité d'exercice.
43. L'Unité d'audit interne du Ministère des terres, de l'agriculture, de la pêche, de l'eau et du développement rural inclura le projet dans son programme de travail annuel. Le personnel de l'Unité chargé de l'audit recevra une formation aux procédures du FIDA.
44. Le Bureau du Contrôleur général n'aura peut-être pas les capacités suffisantes pour auditer le projet pendant les premières années de son exécution, auquel cas il sera fait appel à des cabinets d'audit privés.

Établissement des modalités de mise en œuvre

45. Dans sa phase de conception, le projet présente un risque inhérent à la passation des marchés noté 2.22, c'est-à-dire modéré. Les faiblesses du système de passation des marchés du Zimbabwe concernent principalement la responsabilité, la transparence et l'administration et la gestion des contrats. Les mesures correctives spécifiques et ciblées prévues dans la matrice des risques du projet et dans le manuel d'exécution du projet seront appliquées pour améliorer les performances et réduire les risques. Ces mesures permettront probablement de réduire le niveau de risque de la catégorie supérieure de risque moyen à la catégorie inférieure de risque moyen.
46. Les activités de passation des marchés du projet relatives aux biens, travaux et services seront menées conformément aux règles de passation des marchés du pays, pour autant qu'elles soient conformes aux directives du FIDA relatives à la passation des marchés et aux autres dispositions prévues par la convention de financement. Quels que soient les contrats de passation de marchés, on utilisera les documents types du FIDA pour les dossiers d'appel d'offres au lieu des documents types nationaux. Les premières activités prévues dans le plan de passation des marchés ne débiteront qu'après publication de l'avis général de passation de marchés.
47. Les seuils des procédures de passation des marchés pour chaque produit sont celles établies dans la lettre sur les modalités de passation des marchés et dans le manuel d'exécution du projet. Les seuils prévus dans la loi et les règlements du Zimbabwe relatifs à la passation de marchés ne s'appliqueront pas. Un examen du contrôle de la passation des marchés sera établi conformément à la note obtenue dans la matrice des risques du projet. Toute révision du plan de passation des marchés, y compris les nouvelles modalités de passation des marchés, devront être préalablement approuvées par le FIDA.

48. Dans l'indice de perception de la corruption de Transparency pour l'année 2021, le Zimbabwe obtient le score de 23 (ce qui le place au 157^e rang sur 180 pays). Ce score n'a pas beaucoup varié depuis 2019. Des efforts renforcés du Gouvernement seront nécessaires pour faire en sorte que les principes du FIDA relatifs à la passation des marchés soient respectés pendant toute la durée du projet, en stricte conformité avec la politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption et sa politique relative à la prévention du harcèlement, du harcèlement sexuel et de la discrimination.

Participation et retours d'information du groupe cible du projet et traitement des plaintes

49. La participation et le retour d'information des groupes cibles se feront principalement par des consultations communautaires dans le cadre des groupes de producteurs agricoles et la mobilisation des microentreprises dans le cadre des sous-composantes 1.1 et 1.2. La prestation des services du projet sera contrôlée via l'établissement de rapports trimestriels par les groupes de producteurs agricoles et les jardins horticoles de village dans chaque groupe formé.
50. Le retour d'information et les rapports des jardins horticoles de village, des groupes de producteurs agricoles, des microentreprises et des comités de surveillance des infrastructures seront utilisés par les unités régionales de gestion du projet pour examiner la performance et les progrès accomplis. Les investissements pré-sélectionnés et sélectionnés seront rendus publics et les auteurs dont les propositions ne seront pas retenues en seront informés, y compris des raisons avancées par les comités d'évaluation technique et d'investissement.
51. Le mécanisme de réponse aux doléances du projet sera conforme aux normes communautaires et à la législation nationale, et s'appuiera sur les structures gouvernementales locales existantes, de l'échelon du village à l'échelon national. Le mécanisme reposera sur trois systèmes parallèles : i) un système communautaire, ii) un système formel et iii) le système de recours du FIDA.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

52. Le cadre logique du projet orientera le plan de travail annuel, le budget et les systèmes de suivi. Le système de suivi et d'évaluation sera intégré aux systèmes publics. L'utilisation du système de gestion de l'information et l'accent mis sur la qualité des données permettront le suivi et le partage efficaces des progrès. La stratégie de gestion des savoirs du projet vise à assurer un apprentissage efficace et une communication sur mesure.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

53. L'introduction de la méthodologie 4P pour favoriser une croissance agricole participative représente une innovation notable au Zimbabwe, qui permettra à l'agriculture contractuelle d'inclure le secteur public pour un financement catalytique et des améliorations dans l'environnement favorable. Le projet appuiera en outre directement l'innovation à travers le guichet consacré aux dons de contrepartie 4P. S'ils sont couronnés de succès, les partenariats 4P au titre du projet changeront d'échelle naturellement, puisque cela irait dans l'intérêt économique de tous les partenaires 4P, des entreprises pivots et des petits exploitants. Cela offrirait un modèle pour d'autres investissements des secteurs privé et public dans les partenariats 4P et modèles connexes.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

54. Un projet de manuel d'exécution a été rédigé, accompagné d'un plan de travail et budget annuels et d'un plan de passation des marchés couvrant les 18 premiers mois d'exécution. L'unité de gestion conjointe aura pour mission d'accélérer le démarrage des projets.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

55. **Supervision.** Le projet sera directement supervisé par le FIDA et par le Gouvernement au moyen de missions annuelles de supervision, d'appui à l'exécution, et, si nécessaire, de missions de suivi.
56. **Examen à mi-parcours.** La durée du projet est de huit ans. L'examen à mi-parcours sera effectué à la fin de la quatrième année du programme. Il sera organisé par le Gouvernement et par le FIDA en étroite collaboration avec les autres parties prenantes.
57. **Plans d'achèvement.** À la fin de la période d'exécution, le Gouvernement, en collaboration avec le FIDA, établira un rapport d'achèvement du projet pour rendre compte des résultats obtenus et de son impact.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

58. Un accord de financement entre la République du Zimbabwe et le FIDA est l'instrument juridique régissant l'octroi du financement proposé à l'emprunteur. Un exemplaire de l'accord de financement négocié sera mis à disposition avant la session.
59. La République du Zimbabwe est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
60. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

61. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Zimbabwe, à des conditions particulièrement favorables, un montant de trente-sept millions cent quarante mille dollars des États-Unis (37 140 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Alvaro Lario
Président

Negotiated financing agreement

Le document sera mis à disposition avant la session.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Indicator Name	Baseline	Mid-term	End target	Source	Freq.	Resp.		
Outreach	CI 1 Persons receiving services or supported by the project								
	# total people	0	35,500	71,000	MIS	Monthly	PMU	Project is able to implement annual work plans without political interference	
	# female	0	17,750	35,500					
	# male	0	17,750	35,500					
	# young	0	10,500	21,300					
	# disabled	0	1000	2.000					
	CI 1.a Corresponding number of households reached								
	# households	0	35,500	71,000	MIS	Monthly	PMU		
CI 1.b Estimated corresponding total number of household members									
# people	0	177,500	355,000	MIS	Monthly	PMU			
Goal <i>Increase incomes, food security and empowerment for SHFs engaged in profitable and sustainable horticulture value chains</i>	Targeted households reporting an increase in incomes								
	# households	0	20,000	40,000	Survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Improved macro-economic conditions, no external shocks, stable prices	
	CI 1.2.8 Women Reporting Minimum Dietary Diversity (MDDW)								
	# of women	N/A	10,650	21,300	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Increased incomes are partly used to diversify household diet	
	per cent of women	N/A	25%	30%					
	# of households	N/A	10,650	21,300					
	per cent of households	N/A	25%	30%					
	# of household members	N/A	53,250	106,500					
	I.E 2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment								
	# of total persons	0	8,875	17,750	COI survey		PMU/outsourced	Project services adequately address the	

	per cent of total persons	0	15%*	25%		Baseline, midline, completion		barriers to empowerment. Targeting strategy is correct and operationalised	
	# of women	0	4,473	8,875					
	per cent of women	0	12,5%	25%					
	# of males	0	4,473	8,875					
	per cent of males	0	12,5%	25%					
Development Objective <i>Support increased and sustainable horticultural production and sales by SHFs and MSMEs engaged in horticulture value chains</i>	Volume of horticultural exports								
	USD million	64.6	80	200	Zimtrade	Annual	External data	International demand for horticultural products from Zimbabwe remains high; Exporters able to meet market conditions	
	CI 1.2.4: Households reporting an increase in production								
	# of households	0	30.000	51.000	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Households adopt the promoted technologies and take up loans for productive investments	
	% households	0	42%	72%					
	Total number of household members	0	150.000	255.000					
	SF 2.1 Households satisfied with project-supported services								
	# of households	0	28,400	56,800	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Project services are in line with target group needs	
	per cent of households	0	40%	80%					
	# of household members	0	142,000	284,000					
	SF 2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers								
	% of households	0	40%	80%	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Local authorities and project-supported service providers are willing to act upon feedback from target group	
	# of households	0	28,400	56,800					
	# of household members	0	142,000	284,000					
Outcome 1.1 Sustainable Partnerships established in horticultural value chain 4P	C.I 2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities								
	# PO	0	60	80	MIS	Monthly	PMU	Export market for horticultural value chain remains attractive	
	# of PO members	0	18,000	24,000					
	# of female members	0	5,000	10,000					

	# of male members	0	5,000	10,000					
	# of youth members	0	2,500	5,000					
	CI 2.2.1 Beneficiaries with new jobs/employment opportunities								
	# total persons with new jobs	0	10,000	20,000	Specific survey applied to a sample of supported rural enterprises or rural producers' organizations	Midline, completion	PMU	Export market for horticultural value chain remains attractive; anchor firms expand their activities and do not invest large sums in mechanisation	
	# of job owners-females	0	5,000	10,000					
	# of job owners-Male	0	5,000	10,000					
	# of job owners- youth	0	7,500	15,000					
	CI 2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales								
	# Pos	0	30	60	MIS	Monthly	PMU	GoZ engages external BDS service providers	
	Total members	0	9,000	18,000					
	# women members	0	4,500	9,000					
	# men members	0	4,500	9,000					
	# youth members	0	2,700	5,400					
	CI 3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices								
	# Households	0	14,200	28,400	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU/outsourced	Target groups is open to adoption of new technologies and practices	
	% Households	0	20%	40%					
	# Household members	0	50,000	100,000					
	Output 1.1 Capacity of rural producers organisations to participate in 4P partnership has been built	CI 2.1.3 Rural producers' organizations supported							
# PO		0	40	80	MIS	Monthly	PMU	Rural producers organisations show continued interested in project activities	
# total members		0	10,000	20,000					
# female members		0	5,000	10,000					

	# male members	0	5,000	10,000				
	# of young members	0	2,500	5,000				
Output 1.2 Smallholder farmers have been trained in good agricultural production practices and in income generating activities	CI 1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							
	# people	0	25,500	51,000	MIS	Monthly	PMU	SHF have not already been trained autonomously by anchor firms
	# women	0	12,500	25,500				
	# men	0	12,500	25,500				
	# young	0	6,000	12,750				
	CI 2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management							
	# people	0	25,500	51,000	MIS	Monthly	PMU	Participating framers show continued interest in commercial production
	# women	0	12,500	25,500				
# male	0	12,500	25,500					
# young	0	6,000	12,750					
Output 1.3 Climate resilient practices have been incorporated in each 4P inclusive business plans	CI 3.1.4 Land brought under climate-resilient practices							
	# hectares	0	10,000	21,000	MIS	Monthly	PMU	4Ps business plans include investments in climate-smart infrastructure; VHGs include solar-powered pumps and water-efficient drop irrigation systems
Output 1.4 Nutrition training has been provided to smallholder farmers	CI 1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition							
	# people	0	15,500	31,000	MIS	Annual	PMU	The need for nutrition training is confirmed by the baseline survey.
	# women	0	7,750	15,500				
	# young	0	3,875	7,750				
	% households	0	22%	44%				
	# households	0	15,500	31,000				
Household members benefitted	0	77,500	155,000					
Output 1.5 Village Horticultural Gardens (VHG) have been	Village Horticultural Gardens established							
	# of VHG	1	400	620	MIS	Annual	ARDA	Local communities continue showing interest for VHGs
1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated								

established and capacitated	Ha of land	0	500	775	MIS	Annual	ARDA	Infrastructure works proceed according to plan
Output 1.6 4P investments have been supported through matching grants	APG matching grants disbursed							
	# recipient PO groups	0	50	80	MIS	Monthly	PMU	APGs completed business plans
	# recipient PO group members	0	10,000	20,000				
	# of climate-smart grants	0	10	20				
	# of innovation grants	0	10	20				
Output 1.7 4p-relevant public infrastructure built or rehabilitated	CI 2.1.5: Roads constructed, rehabilitated or upgraded							
	Km of roads	0	50	710	MIS	Monthly	PMU	Suitable public good investments identified
	CI 2.1.6: Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated							
	# of total facilities	0	10	20	MIS	Monthly	PMU	Suitable public good investments identified
	# of market facilities	0	Tbd based on needs assessment	Tbd based on needs assessment				
	# of storage facilities	0	Tbd based on needs assessment	Tbd based on needs assessment				
# of processing facilities	0	Tbd based on needs assessment	Tbd based on needs assessment					
Outcome 2.1	CI 1.2.5 Households reporting us ingrural financial services							
Increased access to finance smallholder farmers and SMEs in horticulture	# households	0	10,000	20,000	COI survey	Baseline, midline, completion	PMU	No contextual macroeconomic shocks that cause a sharp increase in interest rates
	% households	0	14%	28%				
	# of household members	0	50,000	100,000				

Output 2.1 In-kind loans provided to smallholders for key production inputs	CI 1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages							
	# people	0	25,500	51,000	MIS	Monthly	PMU	ARDA is effective in providing inputs to VHGs and anchor firms are interested in accessing finance from the EHRF to provide in-kind loans to 4Ps.
	# of females	0	12,750	25,500				
	# of males	0	12,750	25,500				
	# of youth	0	6,375	12,750				
Number of POs accessing in-kind loans from anchor firms								
# of POs	0	50	80	MIS	Monthly	PMU	Export horticulture revolving fund (EHRF), established and operational.	
# of total PO members	0	15,000	24,000					
Output 2.2 Capacity of financial institutions to develop and deliver financial services to SHFs and MSMEs strengthened	CI 1.1.6 Financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas							
	# financial service providers	0	4	4	MIS	Monthly	PMU	Financial service providers interested in developing products for SHF
	CI 1.1.5: Persons in rural areas accessing financial services							
	Total persons accessing loans	0	10,000	20,000	MIS	Annual	Financial service providers	The outreach strategies supported by HEEP are effective
	# of men	0	5.000	10.000				
# of women	0	5.000	10.000					
# of youth	0	3.000	6.000					
Output 3.1 Policy-relevant knowledge products developed based on trials of innovative products and processes.	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed							
	# of knowledge and/or policy documents/products	0	2	4	MIS	Monthly	PMU	

- Calculation of the % disaggregation on mid-term targets is based on the total (end) outreach targets, not on the mid-line outreach targets.

Integrated Project Risk Matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context	High	High
Political Commitment	High	Substantial
Risk: The deepening economic crisis exacerbated by COVID-19, shortages of goods in particular food, the declining purchasing power due to high inflation has led to considerable public discontent in the context of preparation for 2023 elections. This could lead to instability which may affect commitment.		
Mitigations: HEEP will encourage dialogue and stakeholder involvement to help build confidence on market- based solutions that were proposed by the GOZ in the Ministry's Horticultural Framework. HEEP is based on the GOZ initiative and counts on full ownership and commitment for smooth implementation of the project. IFAD is an important partner for Zimbabwe, even more so now that debt arrears hinder GOZ from accessing several other sources of external funding. Strong KM and sharing of results and good practices throughout the implementation period will be an additional element to create ownership.		
Governance	High	Substantial
Risk: Zimbabwe ranks poorly in governance indicators, as evidenced by a declining freedom of press, government effectiveness, rampant corruption and low prosecution of cases, lack of investment in infrastructure, declining public service system, and declining health system. The poor economic and financial governance spans for decades, which increases risk for investments in agriculture.		
Mitigations: HEEP safeguard mechanisms will mitigate risks and perceptions of risk with project associated investments. These include ensuring adherence to IFAD procurement and anti-corruption rules, and competitive recruitment of a HEEP procurement officer, National Project Coordinator and Chief Accountant, is mandatory to ensure good project governance.		
Macroeconomic	High	Substantial
Risk: Macroeconomic instability, including risks related to high international and domestic debt overhang, hyperinflation, unstable currency and currency convertibility, negative trade balance, limited access to credit, declining GDP and inconsistent economic policies have contributed to contraction of the economy, which affects efforts to commercialise smallholder agriculture. Investment inflows remain weak and due to debt arrears, several sources of external credit are not accessible yet. Additional economic stress is caused by the effects of the COVID-19 outbreak and related lockdown and in 2022 by the Ukraine crisis with substantive increases in fuel, fertilizer and commodity prices. Severe drought in 2022 is also affecting the economic situation, particularly that of the poorest.		
Mitigations: As has been demonstrated in the cases of Vietnam and Bangladesh, for example, global value chains (GVC) trade is more influential than traditional trade in supporting growth and poverty reduction. HEEP's focus on horticulture for export – combined with support to nutrition and home consumption – aims at reducing the vulnerability of the poor to macroeconomic shocks. In its policies, GOZ promises to undertake economic reforms, restoration of fiscal balance, stimulation of production and exports, tackle external debt, attract foreign direct investment among others. The diaspora remittances have increased. HEEP will contribute to increased production and foreign currency earning through exports. The project will also promote access to productive finance for 4Ps through the Export Horticulture Revolving Fund in Component 2. HEEP disbursements will be made in the currency of the contract which is USD.		
Fragility and security	High	High
Risk: Zimbabwe continues to rank amongst the top 10 most fragile countries in the world in 2021. This in line with indicators on governance, political situation, economy, security, human development and environment. Fragility in Zimbabwe is driven by policy volatility, corruption, and a low institutional capacity to deliver basic services. Zimbabwe is included in the 2022 list of fragile countries by the World Bank.		
Mitigations: Fragility is a crosscutting issue in IFAD's country programme and in the HEEP design. HEEP will help address fragility by assigning the private sector a greater role in promoting inclusive agricultural development. CLPE and Government engagement are promoted. IFAD's participation in UN coordination offers a platform for dialogue in priority topics.		

Sector Strategies and Policies	Moderate	Low
Policy alignment	Low	Low
Risk: HEEP is in line with the Strategic Objectives of COSOP and it directly supports key GoZ agricultural policies and in particular the Horticultural Recovery Growth Plan		
Mitigations: Regular country-level policy engagement (CLPE) and support, notably through HEEP but also ongoing projects (SIRP and SACP)		
Policy development & implementation	Moderate	Low
Risk: GoZ policy development capabilities are weak and the implementation of well thought and relevant policies can be lacking behind.		
Mitigations: HEEP through its work with horticultural value chain actors will provide high quality and timely input into the policy development process. The GoZ is keeping involved in the HEEP implementation and best practices and implementation challenges are discussed frequently. Policy-oriented KM products will be developed by the project.		
Environment and Climate Context	Substantial	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
Risk: River pollution, excessive water abstraction, soil erosion, and land degradation may have significant adverse impacts on food and nutrition security, agricultural productivity, access to markets, value chains, infrastructure, and the incidence of pests and diseases, resulting in increased vulnerability or deterioration of target populations' livelihoods and ecosystems.		
Mitigations: Climate-resilient agriculture techniques will ensure environmental sustainability, such as integrated soil fertility management and diversified cropping systems. In addition, water use efficiency will be promoted in the irrigation schemes. No infrastructure investments will be made before the local authorities confirm the beneficiaries' land and water user rights for investments in small-scale irrigation. The site-specific ESMPs will include mitigation measures, including the ability of downstream users to use water and any environmental flows required to maintain the integrity of the freshwater ecosystem.		
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Moderate
Risk: The country is highly vulnerable to climate change (droughts, intermittent floods, prolonged dry spells). Projections estimate an increase between 1 to 1.5 degrees by 2040. This will have negative consequences on yield, food security, and nutrition—incidences will increase due to climate change.		
Mitigations: HEEP will support climate-resilient agronomic methods, equipment, and infrastructure in the targeted areas to reduce climate vulnerability to natural hazards, food insecurity and nutrition, and exposure to climate change. Sustainable land use, including the use of renewable energy, will contribute to reducing GHG emissions. Climate-resilient infrastructure (small-scale irrigation, protected agriculture etc.) will secure production and reduce the risk of low yields. The promotion of good climate-resilient agricultural practices will address drought, flooding, pests, diseases incidences, and land degradation		
Project Scope	Moderate	Moderate
Project relevance	Low	Low
Risk: HEEP is fully aligned with Government's key development policies and strategic priorities related to poverty reduction, food security and nutrition, it is also in line with IFAD's 2020-2025 COSOP for Zimbabwe and IFAD's core corporate priorities. The design mission met prospective smallholder beneficiaries and confirmed the relevance of the proposed interventions.		
Mitigations: Through close and active engagement with relevant government authorities, different stakeholders and partners, IFAD will assure that new ideas and priorities are streamlined to HEEP approaches and implementation arrangements. The project's M&E system will ensure that regular beneficiary feedback will be collected to ensure the continued relevance of HEEP interventions.		
Technical soundness	Substantial	Moderate
Risk 1: The village horticultural gardens (VHG) that HEEP will support under Component 1 may involve too many beneficiaries for having an impact on their livelihoods and/or food security. This was the case in a VHG visited by the design team during its field visits.		
Risk 2: The establishment of 4P requires a substantive amount of trust between farmers and anchor firms. Building this trust for new partnerships may be difficult		

<p>and lengthy, which may lead to side-selling by smallholders and reluctance by anchor firms to engage with newly established Agricultural Producer Groups (APGs).</p> <p>Risk 3: Under subcomponent 1.4, the project will involve a rural infrastructure element, including construction of farm and feeder roads, local storage, power and water provision, renewable energy etc. The need for these public infrastructure investments will be identified by 4P partners in consultation with the appropriate local/district officials, who will be responsible for operation and maintenance. There are often delays in the implementation of infrastructure interventions, carrying the risk that the 4P business plan will not take off while the infrastructure is delayed.</p>		
<p>Mitigation 1: HEEP will limit the number of farmers involved in one VHGs to a maximum of 50. It will also ensure a minimum of 200 square meters of commercial plot per beneficiary household.</p> <p>Mitigation 2: subcomponent 1.2 will be fully dedicated to the identification and the capacity building of 4Ps. 4Ps following the anchor firm hub and spoke model will be selected based on competitive calls for Expressions of Interest (EOI)s issued by the PMU. If the 4P EOI shows promise, the PMU will work with the 4P partners to strengthen the partnership by jointly developing a full 4P business plan. Technical assistance and training will be provided and will include farming as a business, group organization and dynamics.</p> <p>Mitigation 3: Close monitoring of the project's activities will ensure smooth delivery of the complex activities involving infrastructure. Continuous evaluation of expenditure, and careful economic analysis of the benefits at project mid-term and closure will adequately evaluate the project's viability.</p>		
Institutional Capacity for Implementation & Sustainability	Substantial	Moderate
Implementation arrangements	Substantial	Moderate
<p>Risk: There is limited experience and technical capacity in the Ministry to implement large scale export oriented commercial horticultural programmes. Low implementation capacity in some government structures has in various cases led to low disbursements and weak implementation performance in development projects in Zimbabwe. The 4P approach of HEEP is new to Zimbabwe. On the other hand, the RBZ has experience managing foreign currency funds such as the proposed Horticultural Export Revolving Fund.</p>		
<p>Mitigations: HEEP will provide capacity building to PMU and relevant institutions engaged in the implementation of HEEP. On the job training, hands on experience, and learning by doing are part of the programme execution. Once approved and operational, the 4Ps will be implemented largely through 4P partners, as well as private service providers and PFIs. Constant identification of lessons learned and analysis of bottlenecks and best practices, will enhance the implementation capacities.</p>		
M&E arrangements	Moderate	Low
<p>Risk: In SIRP, insufficient human and financial M&E resources in the PMU make it difficult to set up a solid results-management system.</p> <p>The flow of data from the field to the project Management Information System (MIS) has been patchy and untimely.</p> <p>In HEEP, anchor firms may fail to provide data to the project without clear structures and incentives to do so.</p>		
<p>Mitigations: The PMU will include HEEP-dedicated senior M&E officer, assistant, and KM officer. The budget for M&E (excluding KM) will be at least 2% of total cost.</p> <p>HEEP will provide agricultural extension officers with data bundles to enable digital data collection in the field and reduce labour intensive manual data input by PMU staff.</p> <p>Through the innovation grants, HEEP will promote the adoption by anchor firms of software solutions which make it easier to run contract farming with smallholders, and provide the full traceability demanded by export markets and supermarket chains. The data collected through these platforms will be made available to HEEP's M&E system.</p>		

Procurement	Substantial	Moderate
Legal and regulatory framework	Substantial	Moderate
Risk: Lack of national standard bidding documents for shopping; insufficient procurement monitoring at national level and low public access to procurement information.		
Mitigations: The Project will develop its own templates for shopping and will submit them to IFAD for review & approval. The Procurement Regulatory Authority of Zimbabwe (PRAZ) should be encouraged to fast-track the creation of databases on procurement, so as to increase procurement monitoring and increase public access to public information. To that end, PRAZ's website is already structured to accommodate said databases. The project will achieve its procurement monitoring obligations through the use of IFAD's Contract Monitoring Tool (CMT) and the project team will be training on the use of the CMT since the start-up phase. Additionally, the quality of data inserted on the CMT will be assessed at each IFAD supervision mission. Finally, the project will enhance public access to its procurement information by widely advertising bidding opportunities and contract awards (also by publishing ICB opportunities on UNDB online).		
Accountability and transparency	Moderate	Moderate
Risk: Transparency International scored Zimbabwe 23/100 on the Corruption Perception Index for calendar year 2021. The Zimbabwe Anti-Corruption Commission (ZACC) has the constitutional mandate to investigate corruption. However, the ZACC is not independent, being administered under the Office of the President and Cabinet.		
Mitigations: All procurement entities, as well as bidders, suppliers, contractors, consultants and service providers, shall observe the highest standard of ethics during the procurement and execution of contracts financed under IFAD funded projects, in accordance with paragraph 69 of the IFAD Project Procurement Guidelines. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all projects, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws. Recommend that IFAD strongly encourage government through policy dialogue to make the ZACC an independent Anti-Corruption agency, through the COSOP consultations with the government.		
Capability in public procurement	Moderate	Low
Risk: a) The Procurement Officer at SIRP is suspended in March 2021. Despite the upcoming departure of the Procurement Officer a.i., SIRP and the Ministry of Lands, Agriculture, Fisheries, Water and Rural Resettlement (the "Ministry") lack a clear way forward on the recruitment of a Procurement Officer to take over the work; b) The level of Procurement document produced by the procurement is considered Mediocre and need more elaboration and enhancement to answer the International Best Practices in different procurement aspects.		
Mitigations: a)HEEP to recruit competitively Procurement Specialist, and Procurement assistant with adequate experience in donor-funded public procurement without delays and to provide them with the adequate training; b) HEEP to use IFAD SBD.		
Public procurement processes	Moderate	Low
Risk: a) Procurement staff do not participate in the preparation of the annual work plan process. They are involved downstream after the finalisation of the AWPB; b) Minimum number of days for advertised procurement under competitive bidding processes (40 dys ICB and 20 dys NCB) are less than the IFAD recommendation; c) Minutes of bid openings taken sent only to bidders who requested them; d) The evaluation committees are not appointed ad hoc, rather a fixed list of officers participating to evaluations is approved directly by the Permanent Secretary of the Ministry who are chosen based on their experience; e) Weak contract administration and management at different level.		
Mitigations: a) To ensure participation of procurement in the preparation of the AWPB, as it has implication on the Procurement Plan, and to ensure the use the IFAD PP Template; b) To include in the PIM at least 45 days for ICB and no less than 30 days for NCB (included in the PIM); c) Minutes of the bid opening to be dispatched to all bidders, even those who do not request them; d) To ensure with the PMU that Evaluation committee are composed on ad-hoc basis for every single bid process under HEEP project; e) To ensure that HEEP will: follow IFAD process and procedures for contract management, use the IFAD contract template, the Procurement Officer is involved in the follow up with suppliers/contractors/consultants to monitor contract implementation and delays, actively use the CMT to follow up on the contract progress.		

Financial Management	Substantial	Moderate
Organization and Staffing	Moderate	Low
<p>Risk: There are no proposed accounting staff at the design stage of the project. Once the project is approved, recruitment will be conducted for the program accountant and an assistant accountant.</p> <p>There are no anticipated challenges with regard to recruitment of finance staff. However, there will be need to orient the finance team to be recruited on IFAD financial management procedures.</p> <p>Given the economic instability in the country, there is potential risk of high staff turnover affecting continuity and creating a lengthy learning curve/slowing down implementation of the project</p>		
<p>Mitigations: Ensure recruited FM staff are trained in IFAD procedures. FM staff in existing projects can support the onboarding process of the new staff.</p> <p>Provide continuous capacity building, covering among others, IFAD financial management procedures/requirements.</p>		
Budgeting	Substantial	Moderate
<p>Risk: There has been consistently low budget execution in the past years (30-40% annual average absorption) mainly due to (i) unrealistic budget preparation, (ii) delays in budget approval, and (iii) delays in no-objection due to budget revisions. HEEP will be implemented by the same Lead Implementing Agency. Based on experience with SIRP, there is a risk of budgets not being executed in an orderly and predictable manner resulting in funds not being available when needed.</p>		
<p>Mitigations: The project should prepare timely and realistic annual work plans and budgets (AWPB) in order to minimise delays in implementation of project activities.</p>		
Funds flow/disbursement arrangements	Substantial	Moderate
<p>Risk: Due to the historical problems with the Zimbabwe dollar, most of the payments are done in USD. Use of the local currency is limited to few transactions and therefore exposure to foreign exchange risk is minimal.</p> <p>Even though exposure to foreign exchange risk is minimal, shortage of USD could lead to project funds held in the DA being inaccessible which could impact implementation of project activities</p>		
<p>Mitigations: Quarterly cash flow forecasts should be done to ensure sufficient liquidity for the project.</p> <p>Provide training for interim financial reporting to the accounting staff who will be recruited for the project.</p>		
Internal controls	Substantial	Moderate
<p>Risks: The risk that internal audit arrangements are insufficient to provide assurance on the effectiveness of internal control systems and processes leading to unreliable internal control systems and non-compliance with the financing agreement, LfR, PIM and GoZ requirements.</p>		
<p>Mitigations: As part of start-up, internal audit staff assigned to the programme will be trained in IFAD procedures.</p> <p>Supervision missions will report on the activity of the internal audit with respect to HEEP by reviewing their reports and assessing management's responsiveness to any recommendations formulated as a complementary measure.</p>		
Accounting and financial reporting	Substantial	Moderate
<p>Risk: The software has been customised to produce IFAD-specific financial reports that include reports by categories, components and sub-components, and by</p>		

financiers. The software is not web-based but there may not be need for such functionality since processing of all accounting transactions is centralised at the PMU. However, there are no back-ups for the accounting software.		
Mitigations: The software service provider should be engaged to propose a technical solution to mitigate this risk		
External audit	Substantial	Moderate
Risk: Office of the Auditor General does not have sufficient capacity. For SIRP, the audit is conducted by a private sector auditor, and the same is expected for the HEEP project. However, this does not strengthen the country systems.		
Mitigations: The potential of the Comptroller and Auditor General office is expected to be progressively achieved. This should be assessed during implementation to determine suitability to conduct project audits.		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Biodiversity conservation	Moderate	Low
Risk: There is a risk that clearing land for agriculture, deforestation for household energy, setting up irrigation schemes will result in loss of biodiversity, ecosystems and ecosystem services, or the unsustainable use of living natural resources.		
Mitigations: HEEP infrastructure will be small-scale in non-sensitive locations. Agricultural intensification will be promoted as opposed to expansion. Capacity building will focus on the promotion of agro-ecological principles, enhancing ecosystem services, and sustainably using natural resources and soil conservation. HEEP will promote the planting of fruit trees which are instrumental in biodiversity conservation.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Low
Risk: Land and water resources may be polluted through increased use of agro-chemicals as smallholders invest in improved agricultural productivity and become integrated into value chains. Discharge from the drainage in the irrigation schemes may also result in pollution.		
Mitigations: Use of appropriate disposal facilities, use of appropriate drainage structures, use of organic soil fertility enhancement, proper storage of materials, capacity building in safe use and handling of agro-chemical. Farmers will be trained on water pollution management		
Cultural heritage	Low	Low
Risk: There is a very low risk that HEEP will be implemented in areas of cultural heritage sites where it could cause loss of resources of historical, religious or cultural significance. The risk that women may be prevented from participating due to patriarchal norms is also low, as shown by the experience of ongoing project in Zimbabwe (SIRP and SACP both successfully target women).		
Mitigations: The targeting strategy will ensure that HEEP will not target cultural heritage sites for its interventions. The strategy will also ensure that women are directly involved in project activities and reap the benefits from participation. The M&E system will collect gender and age disaggregated data to monitor the performance of the targeting strategy.		
Indigenous Peoples	Low	Low
Risk: The potential risk that HEEP may cause physical, social, or economic impacts on indigenous peoples, or in threats to or the loss of resources of historical or cultural significance to them.		
Mitigations: There is very low risk that HEEP will affect indigenous populations; self-identified indigenous peoples are 0.03% of total population.		
Community health and safety	Low	Low
Risk: Potential community health and safety risks could arise from exposure to agro-chemicals, zoonotic diseases, COVID-19, pollution from project interventions and from gender-based violence.		
Mitigations: The Environmental and Social management Plans for each site will include measures to minimise the risks. Capacity building for smallholders will also include safe use and handling of agro-chemicals. HEEP will develop road		

infrastructure to improve transport safety. Communities will access training on gender-based violence, reproductive health rights, child feeding and nutrition education. Labour saving technologies will improve the health and well-being of women. For COVID-19, HEEP's efforts will be towards increased awareness on social distancing, wearing masks, washing hands and increasing the use of digital platforms.		
Labour and working conditions	Low	Low
Risk: There is low risk that HEEP may cause an increase in gender-based violence, discriminatory and unsafe/unhealthy working conditions for people employed to work specifically in relation to the project, including third parties and primary suppliers		
Mitigations: HEEP will promote viable enterprises that generate enough income for decent labour practices. The project will raise awareness against gender-based violence, and unsafe working conditions. Required clauses will be included in contracts with APGs, MSMEs, and anchor firms. HEEP will engage targeted households on the benefits of equitable sharing of labour through GALS. The contracts for infrastructure development will also include clauses to ensure decent working conditions. Labour saving technologies will be introduced. The PMU will carry out regular field visits to ensure that decent labour practices are adopted by all implementing partners and project stakeholders.		
Physical and economic resettlement	Low	Low
Risk: The potential risk is that the HEEP may cause physical, social, cultural or economic impacts, especially for marginalized groups, from involuntary loss of land, assets, access to assets, income sources, or means of livelihoods. Some of these risks may result from infrastructure development activities.		
Mitigations: Infrastructure development proposals will be screened to ensure no physical or economic resettlement will result from these activities.		
Greenhouse gas emissions	Moderate	Low
Risk: There is a moderate risk that HEEP may result in green-house gas emissions as a result of land clearing and a change in the land use and thereby contribute to anthropogenic climate change.		
Mitigation: Screening of investments will ensure no forests are cleared for agricultural production and intensification. The CSA activities such as integrated soil fertility management and agroforestry will increase carbon sequestration. The mitigation potential of the project will be calculated every year. GEF funding will help to better address climate change adaptation by facilitating climate-resilient technology such as the use of solar renewable energy from production to storage and processing, and the promotion of sustainable natural resource management techniques		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Moderate
Risk: Most of the HEEP target beneficiaries depend on rain-fed agriculture for their livelihoods. This dependency increases their vulnerability to variable climate. Some of the HEEP locations are also water stressed, which increases the vulnerability of the ecosystems.		
Mitigations: Climate resilient investments will reduce the vulnerability to climate variability and change. The capacity building will also increase the knowledge base of the smallholders to manage the climate change related risks. Irrigation and water supply schemes will contribute to addressing water stress and incidents of drought and prolonged dry spells.		
Stakeholders	Moderate	Low
Stakeholder engagement/coordination	Low	Low
Risk: The likelihood of adverse reaction by stakeholders including smallholders, anchor firms, PFIs, and NGOs towards HEEP implementation is ranked low.		
Mitigations: Comprehensive consultation process with the stakeholders during the Concept Note mission, covering both the smallholder producers and agro-businesses, demonstrated great interest by all parties to develop the value chains to the mutual benefit of all stakeholder groups. The M&E/KM unit will ensure regular consultations with stakeholders, who will be involved in the development of AWPBs as well as in project evaluations.		
Stakeholder grievances	Moderate	Low
Risk: 4Ps involve SHFs and MSMEs with far less sophistication in articulating grievances with more sophisticated anchor firms. This could lead to unaddressed		

stakeholder complaints that may undermine project implementation and the achievement of project development objectives.		
Mitigations: HEEP will put in place a strong stakeholder grievance and a beneficiary feedback mechanism through which beneficiaries can lodge grievances first to the 4P anchor firms and NGOs, and then if not resolved to be taken by HEEP. This will be backed by community validation mechanisms at each stage in project implementation. HEEP will raise awareness on an anti-corruption policy and establish contact telephone numbers for grievances.		